

Affaire Cahuzac: le gestionnaire de fortune qui sait tout (Dreyfus, une affaire, non ?)

11 décembre 2012 | Par [Fabrice Arfi](#) et [Dan Israel](#) et [Mathilde Mathieu](#) et [Martine Orange](#)

Ce n'est pas le genre de choses que l'on fait soi-même, surtout quand on est un homme politique. Pour gérer son importante fortune personnelle, constituée pour partie d'avoirs non déclarés, Jérôme Cahuzac s'est adjoint pendant des années les services d'un homme de confiance, dont Mediapart est en mesure de révéler l'identité. Il s'agit de Hervé Dreyfus, gestionnaire de fortune. Il est celui qui connaît les secrets financiers de l'actuel ministre du budget, selon les éléments recueillis par notre enquête dans l'affaire du compte suisse.

D'après nos sources, c'est avec lui que discute Jérôme Cahuzac, fin 2000, [durant une conversation enregistrée par erreur](#) et pendant laquelle le futur ministre du budget parle de son compte chez UBS à Genève, quelques mois avant de devenir maire de Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne). « Ça me fait chier d'avoir un compte ouvert là-bas, l'UBS c'est quand même pas forcément la plus planquée des banques », expliquait notamment Jérôme Cahuzac lors de cette discussion d'affaires.

M. Dreyfus, 59 ans, a donné son nom à deux sociétés différentes, mais répondant toutes deux à la même dénomination : Hervé Dreyfus Finance. La première est une société de « prestations de services dans le domaine financier en France et dans tous pays », créée en 1994. À sa fondation, on pouvait trouver au capital de l'entreprise, outre une bonne partie de la famille de Hervé Dreyfus, un influent financier suisse, [Dominique Reyl](#), fondateur à Genève de la Compagnie financière d'études et de gestion, devenue Reyl & Cie en 1988, qui compte aujourd'hui des filiales à Hong Kong, Singapour et au Luxembourg.

La « dissolution anticipée » de "HDF" a été prononcée début 2011, sans mise en liquidation, et le patrimoine de l'entreprise a été transféré vers l'autre société créée par Hervé Dreyfus, une holding chargée de gérer des participations, fondée quant à elle en 2000.

Hervé Dreyfus est aussi depuis 1994 l'un des administrateurs et associés du groupe Raymond James Asset management international (RJAMI), agréé par l'Autorité des marchés financiers. Au sein du groupe, il occupe le rôle de « gérant de clientèle privée ».

Les locaux de RJAMI sont situés dans un immeuble cossu du VIII^e arrondissement de Paris. Bureaux discrets et bien gardés : impossible d'accéder aux étages sans posséder un badge dédié ou se faire accompagner par une hôtesse d'accueil. Au 5^e étage, travaillent une bonne quinzaine de personnes. Moquette et cloisons imitation bois, l'ambiance est feutrée et concentrée. Mais difficile d'approcher Hervé Dreyfus. Les très nombreuses sollicitations de Mediapart auprès du gestionnaire de fortune, par mail ou par téléphone, sont restées lettre morte.

Du côté de RJAMI, on prend d'ores et déjà ses distances avec l'affaire. « Raymond James AMI n'est ni actionnaire, ni dirigeante et ne traite aucune opération avec ou pour le compte de Hervé Dreyfus Finance. Il s'agit de deux sociétés séparées », affirme Isabelle Delattre, directrice générale déléguée du groupe.

Hervé Dreyfus est une connaissance de longue date de la famille Cahuzac. Cet homme discret et appliqué a travaillé au début des années 1990 au Crédit commercial de France (CCF) comme gérant sur le marché euro-obligataire, puis « responsable de la gestion de portefeuille de la clientèle privée non résidente » (c'est-à-dire des étrangers ne dépendant pas du fisc français), selon les mots mêmes de [sa notice biographique](#) sur le site de RJAMI.

Un certain Antoine Cahuzac, le frère cadet du ministre, est lui aussi passé au CCF, entre 1989 et 1991, où il était responsable de vente dans la salle des marchés - contacté à plusieurs reprises, il n'a pas donné suite, lui non plus, à nos demandes d'entretien.

Or c'est justement Antoine Cahuzac, devenu le président du directoire de HSBC Private Bank en France - il dirige aujourd'hui EDF Énergies Nouvelles -, qui a présenté Hervé Dreyfus à son frère. Les deux hommes vont lier au fil des ans une solide relation, aussi confiante que discrète, Jérôme Cahuzac étant hanté par la révélation de leurs liens. Il y a de quoi : au cœur des confidences, se trouve un compte non déclaré et hébergé à l'UBS de Genève, [comme Mediapart l'a révélé mardi 4 décembre](#).

Pour Jérôme Cahuzac, Hervé Dreyfus jouait un peu le rôle que Patrice de Maistre a tenu pendant des années auprès de Liliane Bettencourt, l'héritière de l'empire L'Oréal. Il gère les avoirs légaux, favorise tel ou tel placement, rend des comptes sur les investissements... Mais il est aussi celui qui, dans l'ombre, fait l'interface avec ce qui ne doit pas se savoir, sous aucun prétexte. D'où l'extrême discrétion des rencontres entre les deux

hommes. Hasard : MM. Cahuzac et Dreyfus habitent aujourd'hui à quelques mètres l'un de l'autre, avenue Pierre 1^{er} de Serbie.

Contacté à plusieurs reprises ces derniers jours, le ministre du budget n'a donné aucune suite à nos questions au sujet de ses relations avec Hervé Dreyfus.

Une fortune mystérieuse

Derrière le décor politique de la carrière de Jérôme Cahuzac, il y a beaucoup d'argent, caché ou non. L'essentiel de sa fortune officielle provient de deux machines à cash créées au début des années 1990 : d'un côté, la clinique Cahuzac, lancée avec sa femme en 1991 ; de l'autre, son cabinet de consultant, Cahuzac Conseil, ouvert en 1993, grâce auquel il a pu faire fructifier ses liens avec l'industrie pharmaceutique.

La clinique a prospéré sur une niche ultra-rémunératrice : la greffe d'implants capillaires. Rien ne prédestinait pourtant Jérôme Cahuzac à travailler le cuir chevelu, puisqu'à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), il a suivi une formation en « *chirurgie générale* » (essentiellement digestive), d'abord comme interne (de 1979 à 1983), puis comme « *chef de clinique* » à partir de 1984 - un titre récompensant la fin des études de « *climat* ».

Pourquoi bifurquer vers les implants ? Jérôme Cahuzac a souvent expliqué qu'il n'avait pu retrouver de poste à l'AP-HP à l'issue de son passage au cabinet de Claude Evin, entre 1988 et 1991, comme conseiller technique en charge de la pharmacie et des équipements lourds. Estampillé rocardien, il aurait subi la vendetta des socialistes hostiles à la « *deuxième gauche* » de Michel Rocard, très implantés à l'hôpital ; il aurait, en plus, fait les frais d'une fronde de certaines spécialités (cardiologues, radiologues, etc.), éreintées par une série de décisions du cabinet Evin. C'est en partie vrai.

Reste que les hôpitaux de Paris ne l'ont pas totalement "blacklisté", puisqu'il a décroché, à sa sortie du ministère en mai 1991, un contrat d'attaché pour trois mois à l'hôpital Ambroise Paré, d'après les informations transmises à Mediapart par l'AP-HP. Faute de poste de professeur des universités, le travail s'annonçait toutefois mal payé, les vacances peu gratifiantes.

Avec son épouse dermatologue, Jérôme Cahuzac a donc opté pour la « *capilliculture* », comme disent des chirurgiens moqueurs - le prélèvement de greffons sur la nuque, réimplantés sur le dessus du crâne. Jérôme Cahuzac n'avait aucune formation en la matière, mais l'opération n'est pas la plus compliquée en matière de chirurgie.

« *Le cuir chevelu, ça n'est pas dans son champ de compétence au départ, s'agace tout de même Sébastien Garson, secrétaire général du Syndicat national de chirurgie plastique reconstructive et esthétique. Ça nous fait sourire quand il est présenté dans les médias comme chirurgien esthétique !* »

Le 16 décembre 2003, un an après sa défaite aux législatives de juin 2002, Jérôme Cahuzac a bien tenté de voir plus grand et de décrocher cette compétence officielle, plus valorisante, en « *chirurgie plastique* ». Mais en septembre 2004, le conseil départemental de l'Ordre des médecins a balayé sa demande, pour « *insuffisance de formation dans la discipline* ».

Insistant, Jérôme Cahuzac a aussitôt interjeté appel. Rebelote : le 27 avril 2006, le conseil national de l'Ordre, cette fois, a définitivement rejeté sa requête : « *L'activité libérale (de Jérôme Cahuzac) depuis 1990 à Paris avec une activité exclusive de la chirurgie du cuir chevelu ne permet pas d'établir qu'il a acquis les connaissances et l'expérience requises* », écrit l'Ordre. Et de préciser : « *S'il est membre de l'International society of hair restoration surgery, il ne fait pas état dans son dossier de travaux ou publication.* »

Inscrit jusqu'en 2011 dans les pages jaunes à la rubrique « *Médecins : chirurgie plastique reconstructrice et esthétique* », le nom de Jérôme Cahuzac a disparu en 2012.

Quant à l'activité de sa société Cahuzac Conseil, menée en parallèle, elle s'avère plus opaque, mais elle aussi rémunératrice. L'entreprise est lancée alors que Jérôme Cahuzac a développé des liens étroits avec certains laboratoires pharmaceutiques pendant son passage au ministère de la santé. Un an à peine après sa création, Jérôme Cahuzac acquiert en octobre 1994 pour 6,2 millions de francs un luxueux appartement avenue de Breteuil, à Paris.

L'année suivante, pour l'exercice 1995-96, l'entreprise déclare 814 526 francs (124 000 euros) de résultat (avant impôt) et distribue 400 000 francs (61 000 euros) de dividendes. En 1998-99, alors que Jérôme Cahuzac est entré à l'Assemblée nationale et intervient sur des textes relatifs au médicament, le bénéficiaire a encore atteint 156 081 francs (23 800 euros), grâce à « *deux factures d'un montant global de 250 000 F hors TVA (38 000 euros - ndlr)* ».

L'embaras derrière les démentis

Depuis les premières révélations de Mediapart, l'actuel ministre du budget du gouvernement socialiste, qui a déposé plainte en diffamation, a d'abord démenti l'existence d'un compte à l'UBS de Genève, avant de présenter des versions divergentes sur certains points précis de notre enquête.

D'une part, concernant une alerte de 2008, à l'époque où le ministre du budget était Éric Woerth (UMP), à propos du compte suisse par un agent du fisc, d'abord démentie et ensuite reconnue par le ministre. Puis concernant un discret déplacement à Genève début 2010, date à laquelle il clôt formellement son compte avant d'en transférer les avoirs dans un paradis fiscal plus lointain.

Après avoir démenti implicitement ce voyage à Genève lors d'une rencontre avec Mediapart dans son bureau mardi 4 décembre, M. Cahuzac a finalement estimé le lendemain, au micro de RTL, qu'il était « probable », expliquant de manière confuse avoir dû se rendre en Suisse à cette date pour y rencontrer des informateurs secrets sur des questions de « nature fiscale » ; sans en dire plus.

Jérôme Cahuzac n'a, en revanche, jamais démenti personnellement l'enregistrement ([réalisé dans des conditions rocambolesques](#)) de la conversation datée de la fin de l'année 2000 avec son chargé d'affaires. Pour cause : le ministre en connaît la parfaite authenticité. Durant cette conversation de plus de trois minutes, surprise par erreur, Jérôme Cahuzac, alors député PS, parle ouvertement de son compte à l'UBS, dont l'existence semble l'embarasser à l'approche d'une échéance électorale, après des échanges avec son interlocuteur où il est question de placements et d'investissements.

« Moi, ce qui m'embête, c'est que j'ai toujours un compte ouvert à l'UBS, mais il n'y a plus rien là-bas, non ? La seule façon de le fermer, c'est d'y aller ? » dit notamment le député socialiste à son chargé d'affaires, dont la voix est très difficilement audible, contrairement à celle de Jérôme Cahuzac.

« Ça me fait chier d'avoir un compte ouvert là-bas, l'UBS c'est quand même pas forcément la plus planquée des banques », ajoute le ministre du budget dans cet enregistrement. Puis il fait référence aux élections municipales de mars 2001 auxquelles il est candidat à Villeneuve-sur-Lot, dans le Lot-et-Garonne : « Surtout qu'il n'est pas exclu que je devienne maire au mois de mars, donc je ne tiens vraiment pas du tout à ce qu'il y ait la moindre ambiguïté. »

Dans un entretien au [Journal du Dimanche](#), le premier ministre Jean-Marc Ayrault a réaffirmé son soutien au ministre du budget : « Il a démenti formellement ces accusations à l'Assemblée. Je n'ai pas de raison de douter de sa parole. Jérôme Cahuzac a déposé une plainte. Je souhaite qu'il puisse se défendre et que cela se fasse le plus vite possible. »

À ce jour, la seule enquête judiciaire ouverte par le parquet de Paris vise des faits de diffamation reprochés par Jérôme Cahuzac à Mediapart. En revanche, aucune enquête n'a été diligentée sur le fond des informations concernant le compte suisse. Il existe deux possibilités pour qu'une telle enquête voie le jour. Soit par une initiative de l'administration fiscale, actuellement placée sous l'autorité de... Jérôme Cahuzac, soit par celle du parquet !

Mediapart a sollicité par mail le ministre du budget, Jérôme Cahuzac, au sujet de Hervé Dreyfus. L'opération a été répétée, à plusieurs reprises, par mail et par texto, auprès de son attachée de presse Marion Bougeard, qui a confirmé par SMS lundi 10 décembre à 16 h 21 avoir reçu nos demandes. Mais depuis, aucune nouvelle malgré nos relances...

Nous avons tenté, également sans succès, de joindre Hervé Dreyfus à plusieurs reprises depuis vendredi 7 décembre au matin. Tout d'abord en nous rendant dans les locaux de Raymond James Asset management international, la société [dont il est un des associés](#), puis en l'appelant de nombreuses fois à son bureau dans cette société, et enfin et lui envoyant deux mails, vendredi soir et lundi 10 dans la matinée.

Isabelle Delattre, la directrice générale déléguée de Raymond James, a été contactée lundi par téléphone, puis deux fois par mail, avant de nous répondre.

Le financier suisse Dominique Reyl et une autre personne ayant participé à la création de Henri Dreyfus Finance ont été contactés mardi 11 décembre, et ont refusé de nous répondre.